



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PREFECTURE  
Cabinet du Préfet  
Service Interministériel de  
Défense et de Protection Civile  
AW/CH

## ARRETE

N° 2010-218-24 du 6 août 2010

portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société  
DUPONT DE NEMOURS A CERNAY

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L.515.25 et L.123-1 à L.123-16, et son article R.515-40 IV,

Vu les articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8,

Vu le code de construction et de l'habitation,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories

d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

Vu les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement Dupont de Nemours, notamment celui n° 2010-032-9 du 1er février 2010,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-95-18 du 5 avril 2006, modifié par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008, portant création du comité local d'information et de concertation de la vallée de Thann, sur les périmètres des Plans particuliers d'intervention autour des établissements Dupont de Nemours à Cernay, Bima 83 à Cernay, Potasse et Produits Chimiques et Millenium Inorganics Chemicals à Thann/Vieux-Thann,

Vu l'avis du conseil municipal de Cernay du 24 novembre 2008, avant la prescription du plan de prévention des risques technologiques,

Vu l'avis du CLIC lors de la séance du 11 décembre 2008 avant l'arrêté de prescription,

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-358-3 du 22 décembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan de prévention des risques technologiques autour du site de Dupont de Nemours,

Vu le bilan de Concertation du 18 novembre 2009,

Vu les avis émis par les Personnes et Organismes Associés consultés le 4 décembre 2009 sur le projet de PPRT avant l'enquête publique,

Vu l'avis du CLIC lors de la séance du 21 décembre 2009 avant l'enquête publique

Vu l'arrêté n°2010-120-9 portant prorogation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société Dupont de Nemours

Vu le dossier soumis à enquête publique,

Vu l'absence d'avis exprimés lors de l'enquête publique du 12 avril au 17 mai 2010 inclus,

Vu le rapport du commissaire enquêteur et son avis favorable en date du 3 juin 2010,

Vu le rapport conjoint de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et de la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin du 23 juin 2010,

Considérant la circulaire du 26 avril 2005 relative à la création des comités locaux d'information et de concertation,

Considérant la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié,

Considérant la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2,

Considérant que l'établissement Dupont de Nemours à Cernay appartient à la liste prévue au

IV de l'article L. 515-8 du Code de l'environnement,

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la société Dupont de Nemours à Cernay, décrite dans le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 août 2008,

Considérant la nécessité de limiter l'exposition potentielle des usagers de la RD 83 aux effets toxiques générés par les fumées de combustion du phénomène dangereux d'incendie du bâtiment F37,

Sur proposition de M. le secrétaire général,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le plan de prévention des risques technologiques de l'établissement DuPont de Nemours, annexé au présent arrêté est approuvé.

### **Article 2 :**

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L515-15 et L515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que besoin, pour chaque zone ou secteur :
  - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L515-16 du code de l'environnement ;
  - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L515-16 du code de l'environnement.
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L515-16 du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L126.1 du Code de l'urbanisme et devra être annexé au plan d'occupation des sols de la commune de Cernay dans un délai de trois mois.

### **Article 4 :**

Aucune mesure de protection des populations face aux risques encourus, n'est prescrite par le Plan de Prévention des Risques Technologiques.

## Article 5

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage en mairie de Cernay et au siège de la Communauté de Communes de Cernay et Environs à Cernay pendant un mois au minimum. Mention de cet affichage sera publiée dans 2 journaux diffusés dans le département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Une copie du PPRT sera tenue à disposition du public :

- à la préfecture du Haut-Rhin,
  - en mairie de Cernay,
  - au siège de la Communauté des Communes de Cernay et Environs à Cernay,
  - à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - à la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin,
- aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public,

## Article 6

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit un recours gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin,
- soit un recours hiérarchique adressé au ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg

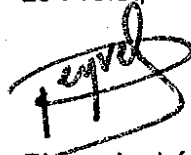
- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5,
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

## Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin, le Député-Maire de Cernay, et le Président de Communauté des Communes de Cernay et Environs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Colmar, le 06/08/2010

Le Préfet,



Pierre-André PEYVEL



Approuvé par arrêté 2010-  
218-24 Du 6 août 2010

# **PLAN DE PREVENTION des RISQUES TECHNOLOGIQUES**

**Site DuPont De NEMOURS**

**CERNAY, Haut-Rhin (68700)**

*Règlement*

# SOMMAIRE

<b>TITRE 1 - Portée du PPRT, dispositions générales.....</b>	<b>3</b>
<i>Article 1. Nature.....</i>	<i>3</i>
<i>Article 2. Champ d'application.....</i>	<i>3</i>
<i>Article 3. Objectifs du PPRT.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 4. Effets du PPRT.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 5. Portée du règlement.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 6. Principes généraux.....</i>	<i>5</i>
<b>TITRE 2 - Réglementation des projets.....</b>	<b>6</b>
<b>Chapitre I - Dispositions applicables en zone bleu clair : b.....</b>	<b>6</b>
<i>Article 1. Autorisations sous conditions.....</i>	<i>6</i>
<b>Chapitre II - Dispositions applicables en zone grise.....</b>	<b>7</b>
<b>II.1 Dispositions applicables en zone grise.....</b>	<b>7</b>
<i>Article 2. Autorisations sous conditions.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 3. Interdictions.....</i>	<i>7</i>
<b>TITRE 3 - Mesures de protection des populations .....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre I - Mesures sur les biens et activités futurs.....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre II - Prescriptions sur les usages.....</b>	<b>8</b>



# TITRE 1 - Portée du PPRT, dispositions générales

## ARTICLE 1. NATURE

Les **Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)** sont institués par la **Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

Ces plans délimitent un **périmètre d'exposition aux risques** en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et les mesures de prévention mises en oeuvre. » (extrait de l'article L. 515-15 du code de l'environnement)

Le contenu des plans de prévention des risques technologiques et les dispositions de mise en oeuvre sont fixés par le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005, publié au J.O. n°210 du 9 septembre 2005, relatif aux plans de prévention des risques technologiques.

## ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION

Le présent Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), dont son règlement, s'applique au territoire de la **commune de CERNAY** situé à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques technologiques présentés par la Société **DuPont De Nemours** implantée à CERNAY dans le Haut-Rhin (68700)

En application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 et de son décret d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 susvisés, le présent règlement fixe les **dispositions relatives aux biens**, à l'exercice de toutes **activités**, à tous **travaux**, à toutes **constructions et installations**.

Conformément à l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, le plan de prévention des risques technologiques peut, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, **notamment** :

- **Délimiter les zones** dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation. Dans ces zones, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.
- **Prescrire les mesures** de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine.
- **Définir des recommandations** tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication pouvant être mises en oeuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.



### ARTICLE 3. OBJECTIFS DU PPRT



Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la **prévention des risques industriels**.

Il a pour objet de limiter les conséquences des accidents susceptibles de survenir dans l'installation et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique.

Ses **objectifs** sont en priorité :

- Contribuer à la **réduction des risques à la source** par, en particulier, la mise en oeuvre de mesures complémentaires (à la charge de l'exploitant) ou supplémentaires telles que définies par l'article L. 515-19 du code de l'environnement.
- **Agir sur l'urbanisation existante et nouvelle** afin de limiter et, si possible, de protéger les personnes des risques résiduels (après réduction des risques à la source).

En application de l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement, le territoire de la commune de CERNAY inscrit dans le périmètre d'exposition aux risques<sup>1</sup>, comprend **deux zones de risques** :

- Une **zone bleu clair (b)** d'un niveau de risque « **Moyen** » (noté **M**) dans laquelle un point impacté est soumis à un **effet toxique** dont les conséquences pour la vie humaine sont jugées significatives 
- Une **zone grise** située dans l'emprise foncière de l'installation à l'origine du risque technologique 

Les critères et la méthodologie qui ont présidé à la détermination des différents niveaux d'aléas et de ces zones de risques sont exposés dans la **note de présentation** qui accompagne le présent règlement.

### ARTICLE 4. EFFETS DU PPRT

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé vaut **servitude d'utilité publique** (article L. 515-23 du Code de l'Environnement).

A ce titre, le PPRT est **annexé au Plan d'Occupation des Sols** approuvé de la commune de CERNAY par une procédure de mise à jour dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le Préfet, conformément aux articles L. 126-1 et R. 123-14 du Code de l'Urbanisme.

Le PPRT peut être révisé, notamment sur la base d'une évolution de la connaissance ou du contexte, dans les formes prévues par l'article 9 du décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif à l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Technologiques.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPRT ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues par l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

Voie de recours : l'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT constitue un acte administratif et peut à ce titre, être contesté, notamment devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

---

1 Le périmètre d'exposition aux risques est représenté sur le plan de zonage réglementaire par un trait noir :





## ARTICLE 5. PORTÉE DU RÈGLEMENT

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

## ARTICLE 6. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Dans toute la zone exposée aux risques technologiques, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.

## TITRE 2 - Réglementation des projets

### *Chapitre I - Dispositions applicables en zone bleu clair : b*

#### ARTICLE 1. AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

##### **Seuls sont autorisés :**

- Les équipements d'utilité publique et annexes techniques strictement nécessaires au fonctionnement des infrastructures sous réserve de ne pas favoriser la présence, même temporaire, de personnes supplémentaires.
- Les travaux de réaménagement des infrastructures routières existantes à condition de :
  - Ne pas augmenter leur fréquentation,
  - Ne pas allonger de façon conséquente le temps de passage des véhicules,
  - Ne pas favoriser le stationnement des véhicules dans la zone.
- L'aménagement ou l'extension de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités de l'installation à l'origine du risque ou à l'acheminement des secours.

## *Chapitre II - Dispositions applicables en zone grise*

### *II.1 Dispositions applicables en zone grise*

La zone grise correspond à une zone spécifique d'interdiction stricte de tout bâtiment ou activité ou usage non liés aux installations de l'exploitant à l'origine du risque technologique,

hors considération des cas de révision du PPRT, prévues par la réglementation « risques » que sont la cession de tout ou partie de cette emprise foncière, et/ou la modification du périmètre des aléas technologiques.

#### ARTICLE 2. AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

##### **Sont autorisés :**

- ✦ Toute construction ou activité ou usage nécessaire et utile à l'activité de l'exploitant à l'origine du risque technologique, pouvant également être exploitée ou exercée en sous-traitance, ou par une filiale ou société-soeur de l'entreprise à l'origine du risque technologique
- ✦ Toute extension, aménagement, ou changement de destination des constructions existantes, sous réserve d'être liés à l'activité de l'exploitant à l'origine du risque technologique.

Les autorisations seront données sous réserve de la conformité aux documents d'urbanisme.

#### ARTICLE 3. INTERDICTIONS

##### **Sont interdits :**

- ✦ Toute construction, ou activité ou usage directement lié à celle ou celui à l'origine du risque technologique, considéré comme **établissement recevant du public**
- ✦ Toute construction ou aménagement de logement type résidentiel à usage d'un gardien, qui soit situé dans le périmètre des risques technologiques.
- ✦ Tout entrepôt non lié à l'exploitation des installations à l'origine du risque technologique

## TITRE 3 - Mesures de protection des populations

### *Chapitre I - Mesures sur les biens et activités futurs*

Elles sont déterminées par les textes applicables en matière de risque technologique et la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (Code de l'Environnement).

### *Chapitre II - Prescriptions sur les usages*

Le présent règlement ne prévoit pas de prescriptions pour l'utilisation des voies de communication existantes exposées au risque.

Des mesures sont prévues au Plan Particulier d'Intervention et sont susceptibles d'être mises en oeuvre si celui-ci est déclenché (interruption de la circulation, mise en place de déviations, contrôle des voies d'accès au site...)